

POUR DÉNONCER SA CONFUSION DES GENRES

Les travailleurs de Sogral s'en prennent vertement à Amar Ghoul

Amar Ghoul confondrait apparemment entre sa fonction de ministre et celle de chef partisan, accusé qu'il est de s'adonner à son sport «favori», celui de «caser» nombre de ses «partisans» au sein des entités relevant de son département.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est en tout cas ce que le syndicat d'entreprise Sogral, dénonce. Dans un communiqué rendu

public mardi dernier, cette entité syndicale relevant de la Fédération nationale des travailleurs des transports agissant sous la chapelle de l'UGTA, n'a pas du tout été tendre à l'endroit du ministre des Transports. Elle ne fait point l'économie de qualificatifs peu «glorieux» à l'endroit de Ghoul, l'accusant tout simplement de pratiques «que nous pensions révolues et qu'un ministre parvenu et militant veut remettre sur le tapis». Allusion au «parachutage» de cadres

dans les entreprises sous sa tutelle qui, écrit-on, «n'ont rien à voir avec le secteur des transports et qui n'ont de points communs que leur adhésion au parti que préside ce même ministre de la République». Une pratique que ledit syndicat «illustre» par le tout dernier «exemple» en date.

Récemment, celui portant la désignation d'un directeur d'une gare routière de l'intérieur du pays «dont le seul et unique critère est son adhésion au TAJ», le parti que le ministre dirige. Et ce, note Mohamed Yahiaoui, le secrétaire général du syndicat d'entreprise Sogral, au détriment du candidat qui avait été retenu et recruté, «disposant de meilleures

qualifications et de meilleures aptitudes et fils de moudjahid de surcroît». Et de rappeler que «la République, c'est le respect des lois, la désignation d'un responsable à ce niveau relève des prérogatives d'un Conseil d'administration conformément au code du commerce».

Ces actions de parachutage, les travailleurs s'en disent déçus, invitant le premier responsable du secteur à «une prise en charge des problèmes exogènes que rencontrent Sogral». Et ledit syndicat d'entreprise dira s'opposer à «toute décision irresponsable à même d'affecter la stabilité de l'entreprise». Et pas que ce grief puisque le syndicat accuse égale-

ment Ghoul de s'être occupé à son installation à la tête du département des transports des «travaux de réfection, d'aménagement et d'équipement de ses bureaux sous couvert de facturation au nom d'entreprises du secteur dont Sogral qui a été victime». Une société qui, tient-il à préciser, dispose d'un directeur général nommé normalement et réglementairement par le Conseil d'administration et qui se trouve hospitalisé et que par ailleurs, un intérimaire avec le soutien et l'adhésion de tous, particulièrement les représentants des travailleurs affiliés à l'UGTA, assure les missions.

M. K.

RÉUNION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION- SYNDICATS

Des conclusions en demi-teinte

Résultats en demi-teinte de la réunion syndicats-ministre de l'Éducation. Baba Ahmed aura tenu l'engagement de répondre aux doléances des différents syndicats du secteur. Toutes les réponses n'étaient pas forcément du goût de ses interlocuteurs.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les nombreuses revendications des syndicats du secteur ont été examinées une à une dimanche dernier à l'occasion de la rencontre initiée par Baba Ahmed.

Résultats : il reste encore quelques dossiers en suspens car ne dépendant pas seulement des compétences du département de l'éducation, c'est notamment le cas pour certaines dispositions du statut particulier auxquelles la Fonction publique continue d'opposer un refus en dépit de l'aveu du ministre de l'Éducation qui reconnaît des dysfonctionne-

ments dans ledit statut. Baba Ahmed était visiblement plus à l'aise pour évoquer les dossiers qui avaient plus ou moins avancé. C'est le cas pour ce qui concerne les logements de fonction au profit des enseignants notamment dans le sud du pays. Selon un communiqué rendu public par le ministère de l'Éducation, les contacts avec les walis des villes du sud du pays ont permis de sensibiliser ces derniers afin qu'ils consacrent un quota de logements au profit des enseignants dans le cadre de la formule des logements incessibles.

Baba Ahmed a affirmé, au cours

de cette réunion, que son secteur avait bénéficié de 400 logements dans la wilaya d'Adrar qui seront distribués une fois les critères d'octroi réunis, reconnaissant que d'autres wilayas rencontraient des difficultés.

En réponse aux doléances des syndicats au sujet du reclassement du personnel, le directeur des ressources humaines fera savoir que 19 645 fonctionnaires en avaient bénéficié alors que pour le volet formation, les statistiques du ministère de l'Éducation font ressortir que la formation dans le cadre d'un projet interministériel associant le ministère de l'Enseignement supérieur et la Direction générale de la Fonction publique, plus de 27 000 maîtres d'école primaire et 31 000 profes-

seurs d'enseignement fondamental en plus de la formation à distance de plus de 3 000 maîtres d'école primaire et 14 000 professeurs d'enseignement fondamental bénéficieront de formations.

Les syndicats, qui ont de tout temps revendiqué la généralisation de la médecine du travail, se sont entendu dire que le ministère de l'Éducation allait bientôt réceptionner des locaux devant abriter des unités de médecine du travail en coordination avec les walis, d'une part, et le ministère de la Santé, d'autre part.

A la fin de cette rencontre, le ministre a affirmé que les portes du dialogue étaient ouvertes aux partenaires sociaux.

N. I.

PLUS DE 600 000 NOUVEAUX TRAVAILLEURS EN 2013

Le taux de chômage baisse à 9,8%, selon l'ONS

Le chômage régresse encore selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS). Cité mardi dernier par l'Agence nationale de presse, l'ONS indique que le taux de chômage a baissé à 9,8% en septembre dernier, par rapport à la même période de 2012.

Se basant sur l'enquête sur l'emploi qu'il effectue annuellement auprès des ménages, l'office relève «une régression du volume de la population en chômage de 78 000 en septembre 2013 par rapport à septembre 2012, ce qui a eu pour conséquence de réduire le taux de chômage à 9,8%».

Ainsi, l'enquête de l'ONS a noté que «la situation du marché du travail en septembre 2013 se caractérise essentiellement par une augmentation en volume de la population occupée du moment, soit un différentiel de 618 000 occupés par rapport à la même période en 2012».

En d'autres termes, l'Algérie compterait plus de 600 000 nouveaux travailleurs en 2013. Ce qui s'inscrirait dans la tendance évoquée récemment par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Benmeradi, soit un rythme de création d'emplois de l'ordre de 800 000 par an. Néanmoins, la nature de ces nouveaux emplois et le secteur d'activité dans lequel ils ont été créés restent à bien cerner. A ce propos, l'ONS a tenu à préciser que cette enquête et ses résultats reflètent «une situation du marché du travail à un moment donné» et se fonde sur le principe de la

population active du moment, issu des recommandations du Bureau international du travail (BIT). Notons que cette diminution du taux de chômage se poursuit depuis plusieurs années, ce taux était de 10% en 2011. Toutefois, et même si le taux de chômage des universitaires a baissé de 21,4% en 2010 à 16,1% par la suite, la diminution reste à relativiser concernant les jeunes.

Et ce dans le contexte où les divers dispositifs d'insertion professionnelle, les incitations proposées aux administrations et entreprises économiques ainsi que le plan d'éradication de l'informel n'ont pas encore complètement prouvé leur efficacité.

Chérif Bennaceur

ENVIRONNEMENT

Les décharges d'Ouled Fayet et Oued Smar seront transformées en parcs de loisirs

La ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Mme Dalila Boudjemaâ, et le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, ont effectué ce mardi une visite à Alger où ils ont eu notamment à inspecter les chantiers de réhabilitation des sites qui abritaient les décharges publiques de Oued Smar et Ouled Fayet.

La fermeture définitive de cette dernière a été annoncée à l'occasion, et le site, d'une superficie de 45 hectares abritera un jardin qui sera intégré au parc des Grands Vents.

Celui d'Oued Smar aura une forme de dôme et devrait être un lieu de détente, de loisirs et d'éducation environnementale pour les habitants de la banlieue Est d'Alger. Il s'étendra sur une superficie de 24 hectares et comprendra un ensemble d'installations et équipements culturels et sportifs : jardins botaniques, jardins thématiques, allées piétonnes, pistes cyclables, aires de jeux pour enfants et une ceinture boisée. Les travaux sur les deux

sites avancent bien selon les taux avancés par les officiels durant cette visite. Oued Smar est déjà à 42% et Ouled Fayet à 17%.

Confiés respectivement à une entreprise turque, avec un délai de réalisation de 30 mois pour le premier, et un groupement algéro-espagnol avec un délai de réalisation de 20 mois pour le second ; les deux sites devront être livrés successivement à fin 2014 et courant 2015.

La ministre a également marqué des haltes aux sièges des EPIC de la wilaya d'Alger en charge de la gestion des déchets ménagers, à savoir Netcom et la toute nouvelle Extranet,

qui gère désormais les ordures des 29 communes extra-muros de la capitale.

S'agissant du centre d'enfouissement technique prévu à Reghaïa, un projet que les habitants ne veulent pas voir sur leur commune, M^{me} Boudjemaâ a assuré que «le projet répond aux normes environnemen-

tales en matière de gestion des déchets» et que «les habitants de Reghaïa n'auront pas à sentir des odeurs nauséabondes comme c'était le cas pour Oued Smar et Ouled Fayet.».

Le wali, Abdelkader Zoukh, lui, a refusé de commenter la déclaration du

vice-président de l'APW, annonçant le relogement des habitants des bidonvilles au mois de février prochain. «Moi, je n'ai rien dit. Allez le demander au vice-président de l'APW. Quand je serai prêt, soyez, en tout cas, sûrs que je vous le dirai», a-t-il déclaré.

L. H.

Grogne au sein de l'Onedd

Le Syndicat national de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable, nouvelle entité organisée sous l'égide de l'UGTA, a transmis à la ministre du secteur, la plateforme de revendications, rédigée il y a quelques mois par le collectif des travailleurs de cet observatoire.

La ministre, qui a déjà eu une entrevue avec le secrétaire général de la Fédération nationale des tra-

vailleurs des forêts, de la nature et du développement rural de l'UGTA, à l'issue de laquelle elle a donné son accord de principe, s'est vu adresser cette correspondance par le nouveau syndicat pour lui rappeler son engagement. Les travailleurs de l'ONEDD attendent toujours du concret.

Une autre correspondance a été transmise au directeur de l'Observatoire dans le même souci

et aussi pour la mise en place d'une commission des œuvres sociales.

Les revendications, actualisées par le bureau syndical, se résument à «la révision de la convention collective de 2005, devenue obsolète selon les termes de ces syndicalistes, en alignant les salaires suivant la grille indiciaire actuelle et améliorant les conditions socioprofessionnelles des travailleurs».

L. H.